

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS AVRIL 1994-JANVIER 1996

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Elaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
1994 AVRIL 1994		À PARTIR DU 6 AVRIL 1994 <u>Rwanda</u> : génocide des Rwandais tutsis et <u>massacres des Rwandais hutus opposés au génocide</u> .	
		29 AVRIL 1994 <u>Tanzanie</u> : fuyant leur pays, 170 000 Rwandais arrivent en Tanzanie et s'installent sur le site de Benaco.	
		9 JUIN 1994 <u>Tanzanie</u> : chasse à l'homme sous les yeux du personnel MSF dans le camp de <u>Benaco</u> .	
JUIN 1994		15 JUIN 1994 Manifestation des réfugiés pour empêcher l'expulsion de <u>Jean-Baptiste Gatete</u> , l'un des <u>organiseurs présumés du génocide</u> . Prise en otage du personnel du <u>HCR</u> . Le personnel humanitaire quitte le camp.	
	18 JUIN 1994 La France annonce qu'elle saisira le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> à propos d'une « intervention militaire ponctuelle à but humanitaire au <u>Rwanda</u> , baptisée " <u>opération Turquoise</u> ", avec ou sans le soutien d'autres pays ».		
	22 JUIN 1994 <u>Résolution 929 du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant l'opération Turquoise</u> au titre du chapitre 7 de la charte des Nations unies : « Protection des populations civiles et de l'aide humanitaire. »		17 JUIN 1994 Conférence de presse de MSF France à Paris : « On n'arrête pas un génocide avec des médecins. » Le camp de Benaco est qualifié de « vitrine humanitaire et sanctuaire du génocide ».

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
1994 JUIL. 1994	<p>3 JUILLET 1994 Autorisation des <u>Nations unies à la France</u> pour la création d'une « <u>zone humanitaire sûre</u> », dite « zone Turquoise » dans le sud-ouest du <u>Rwanda</u> (<u>Cyangugu, Gikongoro, Kibuye</u>).</p>	<p>4 JUILLET 1994 <u>Rwanda</u> : prise de Kigali et de Butare par le <u>Front patriotique rwandais (FPR)</u>. Début d'exode massif des Hutus vers le nord-ouest (<u>Ruhengeri, Gysenyi</u>) où se trouve le gouvernement intérimaire.</p> <p>6 JUILLET 1994 <u>Rwanda</u> : création d'un <u>gouvernement d'union nationale</u>.</p> <p>13 JUILLET 1994 <u>Zaire</u> : arrivée de <u>milliers de réfugiés à Goma</u>.</p> <p>14 JUILLET 1994 <u>Rwanda</u> : Prise de <u>Ruhengeri</u> par le <u>FPR</u>. Fuite du <u>gouvernement intérimaire rwandais</u> vers la <u>zone Turquoise</u>.</p> <p>14 AU 17 JUILLET 1994 <u>Zaire</u> : de 500 000 à 80 000 réfugiés <u>rwandais</u> s'installent autour de <u>Goma</u>.</p>	<p>DÉBUT JUILLET 1994 Démission de <u>Arjo Berkhout</u>, coordinateur délégué du pool d'urgence en <u>Tanzanie</u> pour <u>MSF Hollande</u>.</p> <p>4 AU 10 JUILLET 1994 Mission exploratoire menée par <u>MSF Belgique, MSF France</u> et <u>MSF Hollande</u> en <u>zone Turquoise</u> autour de <u>Gikongoro</u> : <u>décision d'un programme conjoint MSF France-MSF Hollande</u> puis <u>désistement de MSF Hollande</u>.</p> <p>15 JUILLET 1994 Décision de <u>MSF Hollande</u> et <u>MSF Belgique</u> d'intervenir à <u>Goma</u>. <u>MSF France</u> se réserve pour <u>Bukavu</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p>1994 JUIL. 1994</p>	<p>20 JUILLET 1994 Annonce du HCR : 500 000 réfugiés ont franchi les postes frontières de Bukavu et Kamanyola (Sud-Kivu). Mise en place d'un <u>pont aérien</u> vers <u>Goma</u>.</p> <p>22 JUILLET 1994 Le <u>président des États-Unis, Bill Clinton</u>, parle de la « pire crise humanitaire d'une génération » et annonce un « <u>plan pratique d'action</u> ».</p>	<p>16 JUILLET 1994 <u>Zaïre</u> : repli des Forces armées rwandaises (FAR) sur <u>Goma</u>.</p> <p>19 JUILLET 1994 <u>Zaïre</u> : premier cas de choléra dans les camps de <u>Goma</u>.</p> <p>22 JUILLET 1994 <u>Rwanda</u> : le gouvernement appelle <u>les réfugiés au retour</u>. « Ceux qui n'ont pas participé aux massacres n'ont rien à craindre. »</p> <p>24 JUILLET 1994 <u>Zaïre</u> : 80 000 réfugiés sont arrivés à <u>Bukavu</u> au lieu des 200 000 annoncés par le HCR.</p> <p>27 JUILLET 1994 <u>Zaïre</u> : 20 000 morts du choléra à <u>Goma</u>.</p>	<p>18 JUILLET 1994 Message du <u>département des affaires humanitaires de MSF Hollande (HAD)</u> aux équipes : « Nous devons poursuivre nos activités dans ce camp, mais en même temps nous devons continuer à faire pression publiquement pour que ces meurtriers soient traînés en justice. »</p> <p>19 JUILLET 1994 <u>Conférence de presse MSF Belgique</u> qui demande le retour des réfugiés au <u>Rwanda</u>. <u>MSF Hollande</u> est sur la même position.</p> <p>22 JUILLET 1994 Selon <u>MSF Hollande</u>, 10 000 malades du choléra et 80 morts à <u>Goma</u>. Les besoins médicaux sont couverts.</p> <p>24 JUILLET 1994 Une partie de l'équipe <u>MSF France</u> basée à <u>Bukavu</u> rejoint <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF Hollande</u> à <u>Goma</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p>1994 AOÛT 1994</p>	<p>11 AOÛT 1994 Le Conseil de sécurité de l'ONU se prononce en faveur d'un retour « rapide » des réfugiés et déplacés au Rwanda. Le HCR annule le retour massif prévu le 16 août.</p>	<p>2 AOÛT 1994 <u>Zaire</u> : installation des réfugiés dans des camps à 50 km au nord de <u>Goma</u>.</p>	<p>4 AOÛT 1994 <u>Conférence de presse de MSF à Goma</u>, déclaration du président du conseil d'administration de MSF France : « Les réfugiés sont trop faibles et courent trop de risques pour rentrer au <u>Rwanda</u>. »</p> <p>7 AOÛT 1994 <u>Conférence de presse MSF-Épicentre à Goma</u> : 80 000 réfugiés seraient morts entre le 24 juillet et le 3 août. Évacuation de la maison de <u>MSF France à Chimanga</u> pour des raisons de sécurité.</p> <p>10 AOÛT 1994 <u>Conférence de presse de MSF Belgique</u> : point sur les opérations et les finances, « appel à la surveillance des droits de l'homme au Rwanda ». Décision du Conseil international de MSF : lobbying pour l'augmentation des observateurs des droits de l'homme au Rwanda et envoi de personnel MSF pour collecter d'informations sur la violation des droits de l'homme au <u>Rwanda</u>, au <u>Zaire</u> et en <u>Tanzanie</u>.</p> <p>11 AOÛT 1994 <u>Le Soir</u> (Belgique) : appel aux organisations de défense des droits de l'homme par Réginald Moreels, <u>président du conseil d'administration de MSF Belgique</u>. <u>International Herald Tribune</u> (États-Unis) : « Il y a urgence à empêcher un épilogue "à la cambodgienne" au Rwanda », par Alain Destexhe, <u>secrétaire général de MSF International</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p>1994 AOÛT 1994</p>	<p>21 AOÛT 1994 <u>Départ des derniers soldats français de la zone Turquoise.</u></p> <p>25 AOÛT 1994 <u>Annonce du HCR : « Les camps du Zaïre sont virtuellement en état de guerre en raison des violences perpétrées par les milices et les FAR contre les populations et les menaces contre les ONG. Le HCR ne favorise plus le rapatriement volontaire au Rwanda depuis Goma.</u></p>	<p>13 AOÛT 1994 <u>Rwanda-Zaïre : Fuite des déplacés Hutus de la zone Turquoise vers Bukavu.</u></p> <p>15 AU 23 AOÛT 1994 <u>Zaïre : 120 000 réfugiés à Bukavu.</u></p> <p>22 AOÛT 1994 <u>Tanzanie : attaque contre un groupe de réfugiés candidats au retour au Rwanda, à Benako.</u></p> <p>23 AOÛT 1994 <u>Zaïre : attaque de miliciens Interahamwe contre 200 réfugiés du camp de Kibumba prêts au retour.</u></p>	<p>13 AOÛT 1994 <u>Mission d'évaluation de MSF dans la région de Cyangugu (sud-ouest du Rwanda).</u></p> <p>17 AOÛT 1994 <u>Communiqué de presse de MSF Belgique et MSF France : « Rwanda : le troisième exode se confirme. »</u></p> <p>19 AOÛT 1994 <u>Communiqué de presse de MSF Belgique et MSF France : « Les troupes françaises quittent le Rwanda en laissant derrière elles un chaos. »</u></p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p>1994 SEPT. 1994</p>	<p>6 SEPTEMBRE 1994 Début du déploiement par le <u>FPR</u> de 2 000 combattants dans les villes de <u>Gikongoro</u>, <u>Kibuye</u> et <u>Cyangugu</u>.</p> <p>7 SEPTEMBRE 1994 Publication d'un <u>rapport</u> de Human Rights Watch sur les violations graves des droits de l'homme commises par des troupes du <u>FPR</u> au cours des mois de juin et juillet.</p> <p>16-17 SEPTEMBRE 1994 Selon la <u>MINUAR</u>, plus de 2 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du Rwanda.</p> <p>19 SEPTEMBRE 1994 Selon le <u>HCR</u>, 2,1 millions de <u>Rwandais</u> sont réfugiés à l'étranger : 270 000 au Burundi, 500 000 en Tanzanie, 1,33 millions au Zaïre (850 000 dans la région de <u>Goma</u>, 450 000 dans la région de <u>Bukavu</u>, 30 000 dans la région d'<u>Uvira</u>).</p> <p>23 SEPTEMBRE 1994 Le <u>HCR</u> déclare ne pas encourager les réfugiés rwandais à regagner leur pays « en raison de rapports sur les violences qui y sont perpétrées » (rapport <u>Gersony</u>, non diffusé). Le <u>secrétaire général des Nations unies</u> demande une enquête complémentaire.</p>	<p>2 SEPTEMBRE 1994 <u>Zaïre</u> : les autorités zaïroises annoncent qu'elles se désolidarisent des ex-autorités rwandaises et que tous les réfugiés rwandais installés au Zaïre devront avoir quitté le territoire pour le 30 septembre. Émeutes dans plusieurs camps du Zaïre.</p>	<p>DÉBUT SEPTEMBRE 1994 <u>Responsables opérationnelles de MSF France</u> en visite au Zaïre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - volonté de se limiter à des opérations d'urgence auprès des réfugiés. - signature entre MSF France et le HCR d'un contrat d'engagement jusqu'au 31 octobre. <p>MI-SEPTEMBRE 1994 Prise en charge puis <u>évacuation</u> pour raisons de sécurité par <u>MSF France</u> du camp de <u>Kamanyola</u> (frontière Zaïre-Burundi).</p> <p>23-24 SEPTEMBRE 1994 Réunion à <u>Kigali (Rwanda)</u> des coordinateurs des différentes sections <u>MSF</u> pour analyser la situation dans les camps et le positionnement de MSF.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
1994 SEPT. 1994	<p>24 SEPTEMBRE 1994 La <u>MINUAR</u> dément disposer d'informations sur des massacres commis par l'<u>APR</u>.</p> <p>27 SEPTEMBRE 1994 Le <u>Secrétaire général</u> des Nations unies exige qu'aucun communiqué ne soit plus publié sur les risques encourus par les réfugiés qui rentrent au Rwanda.</p> <p>29 SEPTEMBRE 1994 Le <u>HCR</u> et les <u>Nations unies</u> demandent aux autorités zairoises de rétablir l'ordre dans les camps de réfugiés <u>rwandais</u>.</p>	<p>24 SEPTEMBRE 1994 Début de l'<u>opération « Homeward »</u>, supervisée par la <u>MINUAR</u> : rapatriement des déplacés de Gikongoro dans leurs communes.</p>	<p>FIN SEPTEMBRE 1994 Prise en charge par <u>MSF France</u> du camp de Kabira (Bukavu). Appel de la <u>coordinatrice de MSF France</u> à Goma au siège : dégoût des équipes face à la situation dans les camps.</p> <p>30 SEPTEMBRE 1994 <u>Camps de Katala (Goma)</u> : Assassinat de scouts par des miliciens. Menaces contre le personnel expatrié et évacuation des organisations de secours (dont <u>MSF Hollande</u>) à la demande du <u>HCR</u>. Déclaration du <u>président au conseil d'administration de MSF France</u> : « Nous allons devoir prendre une position sur notre présence dans les camps de Goma. »</p>
OCT. 1994	<p>3 OCTOBRE 1994 Adoption par le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> du <u>rapport de la Commission des experts</u>, établissant qu'un <u>génocide</u> a été perpétré contre les <u>Rwandais tutsis</u>.</p>		<p>5 OCTOBRE 1994 Les <u>directeurs des opérations du mouvement MSF</u> décident d'envoyer trois personnes (troïka) évaluer la situation au <u>Rwanda</u>, au <u>Zaire</u> et en <u>Tanzanie</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p>1994 OCT. 1994</p>	<p>21 OCTOBRE 1994 Communiqué de presse du <u>HCR</u> s'inquiétant de la détérioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés, dénonçant la présence menaçante des FAR, la mainmise des autorités politiques sur les populations et la terreur pratiquée contre les réfugiés candidats au rapatriement.</p> <p>24 OCTOBRE 1994 Signature d'un accord tripartite (<u>HCR-Zaire-Rwanda</u>) sur le rapatriement des réfugiés.</p>	<p>6 OCTOBRE 1994 <u>Rwanda</u> : prise de contrôle totale de l'ex-« zone humanitaire sûre » dans le sud-ouest du <u>Rwanda</u> par les nouvelles autorités rwandaises.</p>	<p>7 AU 16 OCTOBRE 1994 Visite de la « troïka » du <u>conseil international MSF</u> au Rwanda et au Zaïre.</p> <p>11 OCTOBRE 1994 <u>Mémoire</u> du <u>département des affaires humanitaires (MSF Hollande)</u> aux équipes : arguments en faveur de la poursuite des opérations ; MSF doit-elle écrire un rapport et le rendre public ?</p> <p>14 OCTOBRE 1994 Réunion à Kigali (Rwanda) entre la « troïka » du <u>conseil international et les coordinateurs de MSF</u>. Décision de réévaluer la situation au bout de six semaines, après renforcement du lobbying auprès de la communauté internationale.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p>1994 OCT. 1994</p>			<p>28 OCTOBRE 1994 <u>Vote par le CA de MSF France du retrait de la section française de tous les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie, dans un délai de un mois.</u></p> <p>2 NOVEMBRE 1994 <u>Communiqué de presse de 15 ONG présentes à Goma (dont MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande) : solidarité avec le HCR, inquiétude face à la détérioration des conditions de sécurité, menace d'envisager un retrait des camps si la sécurité pour expatriés et réfugiés ne s'améliore pas.</u></p> <p>5 NOVEMBRE 1994 <u>Lettres du personnel de MSF Belgique dans les camps du Zaïre au conseil d'administration : écœurement, suggestion de retrait de MSF des camps par certains.</u></p> <p>6 NOVEMBRE 1994 <u>Lettre au conseil d'administration de MSF Belgique du coordinateur de la section belge à Goma : opposition au retrait de MSF des camps.</u></p> <p>7 NOVEMBRE 1994 <u>Communiqué MSF États-Unis : « Appel de MSF au Conseil de sécurité des Nations unies pour une action immédiate dans les camps de réfugiés rwandais », annonce dans le quotidien français <i>Quest-France</i> par le président du conseil d'administration de MSF France de la décision de MSF de se retirer des camps de réfugiés rwandais.</u></p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
1994 NOV. 1994	<p>8 NOVEMBRE 1994 <u>Résolution 955 du Conseil de sécurité de l'ONU</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - création du <u>Tribunal pénal international pour le Rwanda</u> (TPIR) ; - création d'une force spéciale chargée de rétablir la sécurité dans les camps du <u>Zaïre</u> et de <u>Tanzanie</u>, recommandée par le <u>secrétaire général des Nations unies</u>. 	<p>15 NOVEMBRE 1994 14 personnes tuées par des soldats de l'APR au cours d'une opération de démantèlement des camps de déplacés dans l'<u>ex-zone humanitaire sûre</u>.</p>	<p>8 NOVEMBRE 1994 Décision du conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> : « Laisser la porte ouverte à un éventuel retrait de la section belge des camps du Zaïre. » Arrêt des programmes de <u>MSF France</u> dans la région de Goma. AFP (France) : « MSF prêt à rester dans les camps sous certaines conditions. »</p> <p>10 NOVEMBRE 1994 Début de diffusion par <u>MSF Hollande</u> du rapport « <u>Briser l'engrenage</u> » (<i>Breaking the Cycle</i>) décrivant la situation dans les <u>camps du Zaïre et de Tanzanie</u>.</p> <p>14 NOVEMBRE 1994 Communiqué de presse <u>MSF International</u>, <u>MSF États-Unis</u> et <u>MSF Royaume-Uni</u> : « MSF se retire des camps de Bukavu, en signe de protestation. »</p> <p>16 NOVEMBRE 1994 <u>Le Soir</u> (Belgique) : soutien du directeur des opérations de <u>MSF Belgique</u> à la décision de <u>MSF France</u> de quitter les camps de <u>Bukavu</u>.</p> <p>18 NOVEMBRE 1994 Retrait effectif de <u>MSF France</u> des camps de Bukavu.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
1994 NOV. 1994			<p>24 NOVEMBRE 1994 Réunion inter-sections (bilan Kigali) à Amsterdam : - décision de <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF Hollande</u> de rester dans les camps ; - <u>MSF Hollande</u> prêt à reprendre les programmes de <u>MSF France</u> en <u>Tanzanie</u>. <u>Communiqué de presse de MSF Belgique</u> : « Médecins Sans Frontières remet en question les propositions de M. Boutros Ghali. » <u>MSF France</u> : « Médecins Sans Frontières critique les propositions de M. Boutros-Ghali. »</p> <p>25 NOVEMBRE 1994 <u>Communiqué de presse de MSF Belgique</u> rapportant des incidents violents dans le camp de Goma et demandant le déploiement d'une force internationale pour garantir la sécurité des réfugiés. <u>Communiqué de presse de MSF International et Oxfam</u> : « Les agences de secours reprochent à la France de bloquer l'aide de l'Union européenne pour la reconstruction du Rwanda. »</p> <p>FIN NOVEMBRE 1994 <u>Campagne d'information et de communication de MSF France</u> sur son retrait des camps de réfugiés du <u>Zaïre</u> et de <u>Tanzanie</u>.</p>
	<p>30 NOVEMBRE 1994 Condamnation par le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> de l'action des militaires et miliciens dans les camps de réfugiés au <u>Zaïre</u>. Prolongation de six mois du mandat de la <u>MINUAR</u>. Report <i>sine die</i> de la proposition du <u>secrétaire général de l'ONU</u> de créer une force internationale dans les camps.</p>	<p>30 NOVEMBRE 1994 Selon le <u>HCR</u>, afflux de plusieurs milliers de réfugiés dans la région de <u>Bukavu</u>, fuyant l'intervention des soldats de l'<u>APR</u> pour démanteler les camps dans l'ex-zone humanitaire sûre (préfectures de <u>Kibuye</u> et <u>Cyangugu</u>).</p>	<p>7 DÉCEMBRE 1994 Confirmation de la <u>stratégie de MSF Belgique</u> dans les camps, par le <u>conseil d'administration</u> : continuer les opérations, surveiller la situation et faire pression pour son assainissement.</p>
DÉC. 1994			

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
1994 DÉC. 1994		17 DÉCEMBRE 1994 <u>Paul Kagame</u> , ministre de la Défense du Rwanda, réclame l'envoi de <u>Casques bleus</u> dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre.	MI-DÉCEMBRE 1994 Préparation du <u>départ de MSF France</u> des camps de Tanzanie 16 cas de choléra dans le camp de <u>Benaco</u> . 20 DÉCEMBRE 1994 Conférence de presse de MSF à Nairobi : annonce du retrait de <u>MSF France</u> des camps de <u>Tanzanie</u> . 22 DÉCEMBRE 1994 <u>BBC</u> (Royaume-Uni), <u>The Guardian</u> (Royaume-Uni) : un porte-parole du HCR accuse <u>MSF</u> de quitter les camps pour pouvoir « passer Noël à la maison ». 31 DÉCEMBRE 1994 Retrait de <u>MSF France</u> des camps de <u>Tanzanie</u> .
1995 JAN. 1995 FÉV. 1995			24 JANVIER 1995 À l'occasion de la <u>publication</u> de « <u>Populations en danger</u> », MSF dénonce l'impunité dont bénéficient <u>les auteurs du génocide</u> des Rwandais tutsis. 7 FÉVRIER 1995 Annonce par <u>MSF Belgique</u> de son retrait du camp de <u>Kibumba</u> en raison de l'insécurité, de menaces à l'encontre des expatriés et de la fraude dans l'enregistrement des réfugiés. Constat de <u>MSF Hollande</u> : amélioration générale dans les camps où ses équipes travaillent. 9 FÉVRIER 1995 <u>The New York Times</u> (<u>États-Unis</u>) : « Médecins sans Frontières quitte les camps de réfugiés rwandais », par <u>Alain Destexhe</u> , secrétaire général de <u>MSF International</u> .

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
1995 MARS 1995			<p>3-4 MARS 1995 Réunion régionale inter-sections MSF à Kigali : divergences sur la position de MSF face au rapatriement des réfugiés.</p> <p>23 MARS 1995 Communiqué de presse de 18 ONG, dont MSF, alertant sur le manque d'approvisionnement des réfugiés des camps du Zaïre en nourriture.</p>
AVRIL 1995		<p>18 AU 25 AVRIL 1995 Massacre d'au moins 4 000 déplacés dans le <u>camp de Kibeho</u>, dans le sud-ouest du Rwanda, par les soldats de l'APR.</p>	<p>FIN AVRIL 1995 Visite du responsable de programme de <u>MSF Hollande</u> aux équipes des camps du Zaïre opposées au retrait.</p>
MAI 1995			<p>17 MAI 1995 Réunion <u>internationale</u> des responsables de programme des Grands Lacs : <u>MSF Belgique</u> affirme ne pas envisager de se retirer des camps dans un futur proche.</p>
JUIN 1995			<p>22 JUIN 1995 Discussion des <u>directeurs des opérations</u> et des <u>responsables de programme des Grands Lacs</u> de MSF sur un éventuel retrait des camps. Décision laissée à chaque section, interrogation du conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> sur un éventuel retrait des camps.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
JUIL. 1995			<p>5 JUILLET 1995 Le conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> laisse au comité de projet la décision de quitter ou non les camps.</p> <p>18 JUILLET 1995 Le comité de projet de <u>MSF Belgique</u> demande au conseil d'administration d'approuver le retrait des équipes du camp de Kahindo.</p> <p>27 JUILLET 1995 Publication de « <u>Impasse dans la crise des réfugiés rwandais</u> » (<i>Deadlock in the Rwandan refugee crisis</i>), rapport de <u>MSF Hollande</u> sur la situation dans les camps de réfugiés rwandais au <u>Zaïre</u> et en <u>Tanzanie</u>.</p>
AOÛT 1995			<p>2 AOÛT 1995 Décision du conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> : retrait effectif de la section belge du camp de <u>Kahindo</u> quatre mois plus tard.</p> <p>9 AOÛT 1995 Vote du conseil d'administration de <u>MSF Hollande</u> : retrait de <u>MSF Hollande</u> des camps de <u>Tanzanie</u> et du <u>Zaïre</u> (sauf Uvira).</p>
DÉC. 1995			<p>28 AOÛT 1995 Annonce publique du <u>retrait de MSF Hollande</u> après une « fuite » d'un journaliste de Nairobi.</p> <p>DÉCEMBRE 1995 Retraits effectifs de <u>MSF Hollande</u> du camp de <u>Katale</u> (Zaïre) et de <u>Ngara</u> (Tanzanie), et de <u>MSF Belgique</u> du camp de <u>Kahindo</u> (Zaïre).</p>